



Pont-de-Claix, le 26 mars 2026

La filière cuivre : un enjeu industriel, social, stratégique et environnemental.

Par Romain Boillon

Cette intervention, nous l'avons préparée avec nos camarades de la fédération CGT des Travailleurs de la Métallurgie, parce que la question du cuivre concerne toute une filière industrielle, de la dépose des réseaux jusqu'à la transformation du métal. Il y a un sujet très concret dont on parle encore trop peu : **le démantèlement du réseau téléphonique cuivre et l'avenir de cette ressource stratégique.**

Cette initiative montre la nécessité de travailler ensemble dans la CGT puisqu'elle va rejoindre l'intervention de la camarade de l'entreprise Prismian Chavanoz.

L'État et Orange ont engagé la fermeture de ce réseau historique, construit par les agents des PTT et financé par l'argent public, qui a permis l'égalité d'accès aux communications sur tout le territoire. Aujourd'hui, avec le passage à la fibre, ce réseau va être progressivement déposé entre 2025 et 2032. Et derrière cette opération se cache un enjeu immense. On parle de plus d'un million de kilomètres de câbles cuivre, représentant une valeur estimée à près de 9 milliards d'euros. Autrement dit : un véritable trésor industriel. La question qui se pose est donc simple : à qui va profiter cette richesse, notre richesse ?

Il est inacceptable que ce patrimoine collectif devienne un simple gisement de spéculation pour les marchés financiers. Aujourd'hui, la vision d'Orange et le manque de vision industrielle de l'État font peser plusieurs risques. Le principal risque concerne l'emploi et les conditions de travail. Depuis des années, Orange a fait le choix d'externaliser massivement les activités techniques. Sous-traitance en cascade, pression sur les coûts, dégradation des conditions de travail...

Nous voyons déjà se dessiner la même logique pour la dépose du cuivre. Plutôt que de développer des emplois qualifiés et sécurisés, ce chantier est confié à des entreprises sous-traitantes où règne le dumping social permanent. Pour la CGT, c'est inacceptable. Car la dépose du cuivre pourrait au contraire être un levier pour l'emploi industriel et technique, si elle était pensée dans une logique de filière. Et c'est là qu'on touche au deuxième enjeu : l'enjeu industriel. Aujourd'hui, la France collecte environ 218 000 tonnes de cuivre par an, mais elle n'en recycle qu'environ 66 000 tonnes sur son territoire.

Cela signifie que la majorité du cuivre récupéré est exportée, faute de capacités industrielles suffisantes pour l'affiner et le transformer en France. Autrement dit, nous exportons une

ressource stratégique pour ensuite racheter du cuivre transformé à l'étranger. C'est l'exact contraire de ce que devrait être une politique industrielle planifiée.

Et pourtant, les besoins explosent. Le cuivre est aujourd'hui indispensable pour la transition énergétique : réseaux électriques, énergies renouvelables, véhicules électriques, infrastructures numériques. Dans ce contexte, le recyclage du cuivre devient un enjeu majeur de souveraineté industrielle.

La filière française manque d'investissements dans l'affinage et la transformation du cuivre recyclé, qui sont pourtant les étapes clés pour produire un métal de haute pureté utilisable par l'industrie. Autrement dit, la richesse est là, mais la chaîne industrielle est incomplète.

Ce cuivre est devenu essentiel pour l'industrie automobile, notamment pour les véhicules électriques, qui peuvent contenir jusqu'à 120 kg de cuivre, contre 20 à 25 kg pour un véhicule thermique. La question est donc simple : voulons-nous continuer à voir ces ressources stratégiques quitter notre territoire, ou choisir de les mettre au service de notre industrie, de nos emplois et de notre souveraineté ?

Pour la CGT, cela passe par plusieurs choses :

- D'abord, garantir que le cuivre issu du réseau télécom soit recyclé et transformé en France, dans une logique d'économie circulaire et de circuit court industriel.
- Ensuite, développer les capacités industrielles d'affinage et de transformation.
- Troisièmement, garantir des emplois qualifiés, stables et correctement rémunérés dans l'ensemble de la filière cuivre. Et cela suppose aussi que l'État, qui reste actionnaire d'Orange, prenne ses responsabilités.

On ne peut pas piloter la fin d'un réseau historique issu du service public sans vision industrielle, sans stratégie de filière et sans garanties sociales pour les travailleurs. Enfin, il y a un enjeu écologique majeur. Recycler le cuivre permet de consommer jusqu'à 85 % d'énergie en moins que l'extraction minière.

Autrement dit, le recyclage du cuivre est un levier concret de transition écologique et de réindustrialisation. Le démantèlement du réseau cuivre représente donc une séquence charnière.

Soit on laisse faire les logiques de rentabilité financière et de spéculation. Soit on fait le choix d'une filière industrielle maîtrisée, créatrice d'emplois et utile à la transition écologique.

Pour la CGT FAPT et la CGT des Travailleurs de la Métallurgie, ce choix est clair : **le cuivre du réseau télécom n'est pas une marchandise comme les autres**. C'est le produit du travail de générations de salariés du service public. Et ce patrimoine doit servir l'intérêt général : l'emploi et l'industrie.

Les fédérations CGT FAPT et des Travailleurs de la Métallurgie ont interpellé le ministère de l'industrie et ont également entamé un travail commun dans l'Orne pour impliquer des acteurs régionaux. C'est pourquoi, nous portons l'idée d'interpeller les CESER afin qu'ils puissent travailler sur les perspectives industrielles et d'aménagement du territoire liées à cette filière stratégique.

Mais très rapidement il nous faut gagner l'ouverture d'une négociation réelle entre les organisations syndicales, l'Etat, Orange, et les collectivités locales pour assurer une transition numérique socialement juste et écologiquement responsable.

Pour finir, et on le voit bien entre les différents témoignages depuis ce matin, tout projet revendicatif alternatif ne pourra aboutir que par la lutte, que par une reprise en main par les travailleurs eux-mêmes de ces projets.

A nous, donc d'amplifier et de faire converger ces combats !



Assises du Made In France 260326



La filière cuivre